

# DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

## PREMIER MINISTRE

### Administrateurs civils.

Par arrêté du Premier ministre en date du 15 avril 1971, M. Erick Egnell, administrateur civil de 1<sup>re</sup> classe en service détaché, rattaché pour sa gestion au ministère de l'économie et des finances, est réintégré dans le corps des administrateurs civils à compter du 16 février 1971.

M. Erick Egnell, administrateur civil de 1<sup>re</sup> classe, est affecté au ministère de l'économie et des finances à compter du 16 février 1971.

## JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS

### Brevets d'Etat de moniteur, d'instructeur et de professeur d'équitation.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963, modifiée par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967, réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu l'arrêté du 12 septembre 1966, modifié par les arrêtés des 10 octobre 1967 et 29 mars, 16 juin et 31 décembre 1970, relatif aux brevets d'Etat de moniteur, d'instructeur et de professeur d'équitation;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1969 donnant délégation de signature à M. Marceau Crespin, directeur de l'éducation physique et des sports,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 6 de l'arrêté susvisé du 12 septembre 1966 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 6.

Les jurys chargés d'examiner les candidats aux brevets visés aux articles précédents sont nommés par le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs.

Ils sont constitués sur les bases suivantes :

Pour le brevet d'Etat de moniteur d'équitation :

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs, ou son représentant, président.

Le directeur du service des haras (ministère de l'agriculture) ou son représentant.

Le directeur de l'éducation physique et des sports ou son représentant.

Deux représentants de la fédération française des sports équestres, dont un conseiller technique régional.

Un vétérinaire proposé par la fédération française des sports équestres.

Pour le brevet d'Etat d'instructeur d'équitation :

Même composition que pour le brevet d'Etat de moniteur, plus le directeur de l'institut national d'équitation ou son représentant, choisi parmi les écuyers du Cadre noir.

Pour le brevet d'Etat de professeur d'équitation :

Même composition que pour le brevet d'Etat d'instructeur, moins le vétérinaire.

Pour les examens des trois niveaux, la présence d'un médecin doit être prévue pour intervenir en cas d'accident. Ce médecin ne participe pas aux délibérations du jury.

Dans les mêmes conditions, un vétérinaire doit être prêt à intervenir au cours de l'examen du brevet d'Etat de professeur d'équitation.

Art. 2. — L'article 7 de l'arrêté susvisé du 12 septembre 1966 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 7.

#### I. — Brevet d'Etat de moniteur d'équitation.

2° Les épreuves pratiques... Toute note égale ou inférieure à 9 sur 20 est éliminatoire.

3° L'épreuve pédagogique... Toute note égale ou inférieure à 9 sur 20 est éliminatoire.

(Le reste sans changement.)

Art. 3. — Le directeur de l'éducation physique et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 février 1971.

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :  
Le directeur de l'éducation physique et des sports,  
MARCEAU CRESPIN.

### Brevets d'Etat de moniteur de tennis et de professeur de tennis.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963, modifiée par la loi n° 67-965 du 2 novembre 1967, réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu l'arrêté du 16 janvier 1968 portant création des brevets d'Etat de moniteur de tennis et de professeur de tennis;

Vu le décret n° 69-701 du 30 juin 1969 relatif aux attributions du secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la jeunesse, des sports et des loisirs;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1969 portant délégation de signature,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'article 3 de l'arrêté susvisé du 16 janvier 1968 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 3.

Le brevet d'Etat de moniteur de tennis autorise ses titulaires à donner des leçons collectives et éventuellement des leçons individuelles de tennis dans des écoles de tennis ou dans des clubs de tennis.

Le brevet d'Etat de professeur de tennis autorise ses titulaires à enseigner le tennis et à entraîner des joueurs de tennis sans aucune restriction.

Art. 2. — L'article 5 de l'arrêté susvisé du 16 janvier 1968 est modifié ainsi qu'il suit :

#### Article 5.

Pour être admis à se présenter aux examens des brevets d'Etat de moniteur et de professeur de tennis, les candidats doivent répondre aux conditions suivantes :

1° En ce qui concerne le brevet d'Etat de moniteur de tennis :

Etre âgé de vingt ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen.

Etre titulaire du brevet de secourisme délivré par le service national de la protection civile. A titre transitoire, cette condition ne sera pas exigée en 1971.

Etre titulaire d'un brevet sportif populaire de l'année de l'examen ou de l'année immédiatement précédente du :

Neuvième degré au moins pour les candidats de moins de trente ans;

Huitième degré au moins pour les candidats de trente à trente-cinq ans;

Septième degré au moins pour les candidats de trente-cinq à quarante ans;

Sixième degré au moins pour les candidats de plus de quarante ans.

Les candidats qui ne pourront produire ce brevet sportif populaire en 1971 subiront les épreuves correspondantes lors d'une session spéciale organisée au cours du stage préparatoire à l'examen du brevet d'Etat de moniteur de tennis.

Etre classé au moins au niveau supérieur de la troisième série du dernier classement de joueurs établi par la fédération française de lawn-tennis.

Etre titulaire du brevet fédéral d'éducateur scolaire (1<sup>er</sup> degré) en ayant exercé en cette qualité un enseignement de six mois au moins dans un centre d'initiation scolaire ou dans une école de club.

Ces deux dernières conditions ne sont pas exigées des candidats étrangers.

En remplacement de celles-ci, les candidats étrangers doivent satisfaire à l'épreuve préalable d'un test de valeur technique, jugé par une commission spéciale composée du directeur technique national du tennis ou de son représentant, d'un représentant de la fédération française de lawn-tennis et d'un représentant de l'association française des professeurs de tennis.

2° En ce qui concerne le brevet d'Etat de professeur de tennis :

Etre titulaire du brevet d'Etat de moniteur de tennis, avoir exercé en cette qualité pendant au moins une année dans une école de tennis et justifier d'un classement d'au moins 4/6.

(Le reste sans changement.)